

Je dis que si, grâce à cette loi, vingt trente canadiens ont été retenus dans ce pays, ou ont été ramenés des États-Unis, elle a du bon, et qu'on la présente le gouvernement a cherché le bien du pays.

Je crois que la meilleure manière d'activer la colonisation, c'est d'ouvrir de grandes communications, et de ne pas dépenser des sommes considérables sur des petites voies. Cette remarque me conduit à parler du chemin de Gosford. Je ne sais pas si je me fais illusion, mais ce chemin me semble destiné à se terminer au lac Saint-Jean.

M. Tremblay est plus en état que moi de vous faire connaître les ressources du Saguenay, vous parler de son climat plus doux que celui de Québec. Je ne sais pas si tous les députés partageront mon opinion, mais je serais heureux de les voir consentir à retrancher une certaine somme de crédit affectés aux chemins de colonisation pour les donner à la compagnie qui construirait un chemin jusqu'au lac Saint-Jean. Une somme de \$12,000 par année donnerait l'intérêt de \$200,000 de débentures.

M. Cauchon, nous a parlé du chemin de fer du Nord, des ressources sur lesquelles il compte pour mener l'entreprise à bonne fin. Je dois dire que je me suis toujours opposé à ce qu'une concession de 1,500,000 acres fut accordée pour la construction d'un chemin de 30 milles. Tout en m'opposant à l'octroi, je me suis dit : si vous faites deux chemins, je crois que vous avez droit à cette concession. Je crois que le gouvernement a trouvé la véritable manière de coloniser le pays, et je ne me gêne pas de dire que c'est lui qui a donné l'impulsion pour la construction des chemins à lisses.

Voici quelques extraits du beau discours que l'actif député de Laval a prononcé lors du débat sur l'agriculture et la colonisation.

M. Bellerose regrette qu'un certain nombre des Hons. membres de cette chambre profitent de toutes les circonstances qui se présentent pour amoindrir l'influence de la Province de Québec, décourager les bons citoyens et donner raison à ceux qui émigrent aux États-Unis, tout en protestant de leur attachement à nos institutions et de leur désir d'empêcher ce mouvement du côté de nos voisins.

L'Hon. membre pour Châteauguay (Dr. Laberge) nous a dit qu'il avait fait beaucoup d'efforts pour former une société de colonisation dans son comté mais qu'il n'avait pu réussir. Il est difficile de se convaincre a dit M. Bellerose, que tant d'efforts n'aient été couronnés d'aucun succès. N'y a-t-il pas dans le comté de l'Hon. membre trente personnes qui peuvent donner leur concours pour la formation d'une telle société.

L'Hon. membre pour Iberville [M. Molleur] nous a dit que ces sociétés n'avaient été formées que par des personnes qui voulaient en faire un moyen de spéculations.

Voilà de bons citoyens animés par le patriotisme le plus pur, font-ils quelque chose dans l'intérêt général, on les accuse d'intérêt personnel. Accoutumé soi-même à ne rien faire pour le public sans y trouver son intérêt personnel on ne peut croire au désintéressement des autres et on jette le mépris à la face de ceux qui ne méritent que des éloges.

L'Hon. membre pour Iberville a dit aussi que ce n'était pas tout de travailler à améliorer l'agriculture, qu'il fallait encore trouver des débouchés pour nos produits, qu'il fallait augmenter le nombre de nos manufactures.

M. Bellerose a répondu qu'il admettait cela, mais dans un pays comme le notre éminemment agricole que c'était l'agriculture qu'il fallait d'abord encourager et puis couvrir notre pays de manufactures que la quantité de nos produits s'augmenterait, qu'il fallait conserver l'équilibre, sans quoi nous y trouverions la ruine au lieu de la prospérité.

M. Bellerose dit que jusqu'à aujourd'hui nous n'avons pas à nous plaindre, puisque nos denrées se vendaient bien, et mieux que jamais, les prix augmentaient tous les jours.

L'hon. membre pour Iberville et plusieurs autres hons. membres ont dit qu'ils déplorent la grande émigration qui se faisait de nos nationaux aux États-Unis qui nous laissent pour se soustraire à la misère.

M. Bellerose, dit qu'il reconnaissait qu'il y avait dans notre pays une classe d'hommes qui souffrait et plusieurs hons. membres ont déjà signalé pour cause de ces souffrances, le luxe qui fait tant de ravage dans notre société, d'autres ont énuméré d'autres causes, j'ajouterai l'usure comme une des grandes causes de la misère signalée

par les hons. membres, l'usure a fait un mal incalculable à notre pays, l'usure a été et est encore la cause de cette misère qui force tant de nos compatriotes à laisser leur patrie pour aller sur la terre étrangère chercher un pain que le prêteur à taux élevé leur arraché.

C'est en vain a dit M. Bellerose que les hons. membres de l'autre côté s'efforceront de nier les progrès de notre agriculture, c'est en vain qu'ils s'efforceront de montrer la nécessité pour notre population d'émigrer au delà de la 45^e ligne, les statistiques prouvent qu'ils se trompent. Nos terres rendent autant que leurs terres, nous avons pour une valeur proportionnée d'instruments aratoires.

M. Bellerose regrette ce système des hons. membres. Rien ne montre même le motif qui les anime, excepté peut-être ce que disent et font ceux de leurs amis politiques qui disent plus ouvertement ce qu'ils pensent et qui ne craignent pas d'avouer leur sentiment annexionniste.

Cambien de ces derniers qui de retour d'un voyage aux États-Unis racontent leur voyage, nous assurent du bien être et de l'aisance dont jouissent ceux qui ont laissé le Canada, et cependant n'est-ce pas un fait que d'après les meilleurs renseignements qu'on puisse se procurer et d'après les récits de ceux-là même qui en ont fait l'essai, ils reviennent au pays après quelques années, de cet exil volontaire, n'est-ce pas un fait que tous ces rapports sont complètement faux et que la plus grande partie de ceux qui émigrent sont pauvres et malheureux et désirent revenir au milieu de leurs compatriotes. Témoin ces multitudes de requêtes présentées à cette chambre depuis 3 à 4 ans par des milliers de nos nationaux émigrés aux États-Unis et qui demandent à revenir au pays.

L'hon. procureur général M. Ouimet fait un long discours. Il prétend que notre province est favorisée au point de vue du climat et de la fertilité du sol. C'est à tort que l'on veut faire croire que notre pays ne peut nourrir ses habitants. Pour tout homme qui travaille il y a place au soleil en Canada. Tout homme qui veut comme nos ancêtres travailler courageusement n'aura pas besoin d'émigrer et d'aller gagner sa vie à l'étranger; Notre province a marché lentement, mais sûrement dans la voie du progrès. Elle a vu l'abolition du régime féodal et l'inauguration